

Service instructeur

DSOL - Service insertion et développement local

Service consulté

**MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION POUR
2017 : PROJETS DES COMMISSIONS TERRITORIALES DES SOLIDARITES
ACTIVES (CTSA)**

Résumé : Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique départementale d'insertion, ce rapport a pour objet de proposer l'attribution d'aides financières pour permettre le développement de projets locaux d'insertion validés par les Commissions Territoriales des Solidarités Actives (CTSA) de la Région Mulhousienne, de Colmar, de Sainte-Marie-aux-Mines, pour un montant total de 16 080 €.

Le Conseil départemental, dans le cadre de l'adoption du rapport sur la « Politique de la Solidarité » en date du 17 mars 2017, a décidé de renouveler les crédits destinés à accorder des aides spécifiques pour développer des actions participant à l'insertion des bénéficiaires du revenu de Solidarité active (rSa) appelées « Projets CTSA ».

L'Assemblée départementale a voté un crédit de 60 000 € au titre de l'année 2017.

Ainsi, chaque Commission Territoriale des Solidarités Actives (CTSA) peut être amenée à proposer à la Commission Permanente un ou plusieurs projets, à hauteur des crédits votés, au cours de l'année.

Les projets sont étudiés au vu de leur pertinence avec la politique d'insertion. Ils présentent la caractéristique d'être adaptés aux besoins des territoires concernés et de répondre à plusieurs critères, notamment :

- constituer une action de développement social territorial dans les domaines relevant de l'insertion sociale et socioprofessionnelle ;
- favoriser les conditions de participation des bénéficiaires ;
- mobiliser les ressources du territoire...

Ils sont présentés par les associations, organismes, collectivités territoriales ou par les travailleurs sociaux de l'administration départementale et validés par les membres des

CTSA. Puis, chaque action retenue fait l'objet d'un examen attentif par des représentants des services insertion au sein des CTSA, au niveau du bilan lorsqu'il s'agit d'une reconduction, des moyens mis en œuvre pour sa réalisation et sur le plan financier, avant d'être soumise à la Commission Permanente du Conseil départemental.

Le bilan des actions conduites en 2016 fait apparaître tout l'intérêt de ce type de micro-projets pour l'insertion sociale des bénéficiaires du rSa très éloignés de l'emploi. L'entrée dans ces actions permet de valoriser leurs talents et de développer des capacités d'entraide au sein des groupes, de révéler des freins importants et se définit pour certains comme étant la première étape d'un processus de revalorisation sociale. Elles permettent à ces personnes de renouer avec des liens sociaux, de retrouver une confiance en elles, d'amorcer des démarches concrètes dans le domaine de la santé, la préparation d'un projet professionnel, l'inscription dans des activités de bénévolat, voire l'accès à un emploi.

Les descriptifs des actions présentées dans ce rapport ainsi que les bilans 2016 de ces projets en reconduction font l'objet d'une annexe, sous forme d'un tableau joint (porteur du projet, intitulé, objectif et description de l'action, public concerné, subvention).

L'avis de la 10^{ème} commission a été préalablement sollicité en date du 5 mai 2017.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, il est proposé d'attribuer, pour ces six projets présentés sur les CTSA de la région mulhousienne, de Colmar et de Sainte-Marie-aux-Mines, des aides pour un montant global de 16 080 €.

En conclusion, au vu de ce qui précède, je vous demande de bien vouloir :

- accorder dans le cadre de la politique départementale d'insertion des subventions d'un montant total de 16 080 € pour les six projets CTSA, telles que détaillées dans le tableau annexé
- autoriser leurs versements en une seule fois aux porteurs des actions,
- m'autoriser à signer toutes les pièces nécessaires au versement de ces subventions.

Les dépenses correspondantes, soit 16 080 €, seront prélevées sur le Programme H712 – Chapitre 017 – Fonction 561 - Nature 6574

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE PRESIDENT



Eric STRAUMANN

Eric STRAUMANN